



**HAL**  
open science

## La filière fruits et légumes, évolutions récentes et enjeux actuels de la qualité

Benoit B. Jeannequin, Françoise F. Dosba, Jean Pluvinage

### ► To cite this version:

Benoit B. Jeannequin, Françoise F. Dosba, Jean Pluvinage. La filière fruits et légumes, évolutions récentes et enjeux actuels de la qualité. Qualité des Fruits et Légumes, Oct 2010, Avignon, France. hal-02814832

**HAL Id: hal-02814832**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02814832v1>**

Submitted on 6 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La filière fruits et légumes, évolutions récentes et enjeux actuels de la qualité

Benoît Jeannequin<sup>1</sup>, Françoise Dosba<sup>2</sup>, Jean Pluvinage<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Inra, Domaine expérimental Alénia Roussillon, Le Mas Blanc, 66200 Alénia

<sup>2</sup> Montpellier SupAgro, UMR 1098 Développement et Adaptation des Plantes, 2 place Viala, 34060 Montpellier

<sup>3</sup> Inra, Laboratoire d'Etudes Rurales Lyon 2, 48 Rue Pernety 75014 Paris

Correspondance : benoit.jannequin@supagro.inra.fr

## Résumé

La filière fruits et légumes française qui prend en compte un grand nombre de produits frais et transformés, rassemble divers acteurs professionnels et interprofessionnels au niveau de la production, de la distribution et de la commercialisation. Son organisation et son fonctionnement très complexes connaissent actuellement des changements importants nécessités par les évolutions des marchés nationaux et internationaux et une demande sociétale forte, notamment au niveau de la qualité des produits. L'analyse des différents facteurs et tendances de la dernière décennie font émerger les points suivants : une consommation stable, une production plus organisée et prenant en compte les nouvelles exigences sociétales et environnementales, mais une production en stagnation voire en régression au niveau des volumes produits et souvent en difficulté par rapport à la concurrence internationale. Pour améliorer l'économie de cette filière et notamment remédier à la dégradation actuelle du revenu des producteurs, il est nécessaire de réduire les coûts de production par l'adoption de nouvelles techniques, mais également de rechercher des prix plus rémunérateurs en mobilisant les différents critères de qualité. La valorisation supplémentaire du produit au nom de la qualité nécessite néanmoins une réelle organisation autour des différentes qualifications, afin que les plus values générées puissent bénéficier aux acteurs engagés dans ces démarches.

**Mots-clés :** fruits, légumes, filière, qualité, production, consommation, marchés, organisation économique, gouvernance, signe de qualité, différenciation, valorisation

## Abstract: Fruits and vegetables supply chain: recent changes and present stakes of quality

The French Fruits and Vegetables supply chain includes many fresh and processed products. It involves various professionals and inter-professionals stakeholders from production, processing and marketing. Its complex structure and its functioning presently experience severe changes required by evolutions of national and international markets and by strong society demands, especially regarding product quality. Analysis of different factors and trends during the last decade generate the following issues: a stable consumption, a better organised production taking into account new society and environment demands, a production volume either stable or declining for the fresh products and often in difficult situation when facing the international competition. To improve the supply chain economy and especially alleviating the present degradation of producers income, it is necessary to reduce production costs thanks to the adoption of new techniques and by targeting higher market prices through valorisation of quality traits. The extra product value based upon quality however requires an actual organisation around the various quality certificates, so that added values could benefit to all stakeholders involved in this improvement procedure.

**Keywords:** fruits, vegetables, supply chain, quality, production, consumption,, markets, economical organization, quality certificates, differentiation , valorization

## Introduction

Le secteur des fruits et légumes en France est très diversifié en raison du nombre d'espèces végétales (plus d'une cinquantaine), produites et commercialisées sous forme de produits frais ou transformés dans différentes gammes, ainsi qu'en raison des acteurs impliqués, du consommateur au producteur et aux secteurs d'amont (Jeannequin *et al.*, 2005). Cette filière de production qui comprend différents niveaux d'organisation professionnelle et interprofessionnelle est accompagnée par un environnement technique et scientifique important, ainsi que par un environnement institutionnel structuré au plan national et fonctionnant en cohérence avec la Commission Européenne (Figure1). Depuis une dizaine d'années, des évolutions importantes au niveau des demandes sociétales, des modes de consommation, des systèmes de production, de l'organisation des producteurs, de la distribution et des marchés, font émerger de nouveaux enjeux pour ce secteur d'activité économique. Il n'en reste pas moins qu'actuellement les formes d'organisation et de régulation restent très variées.

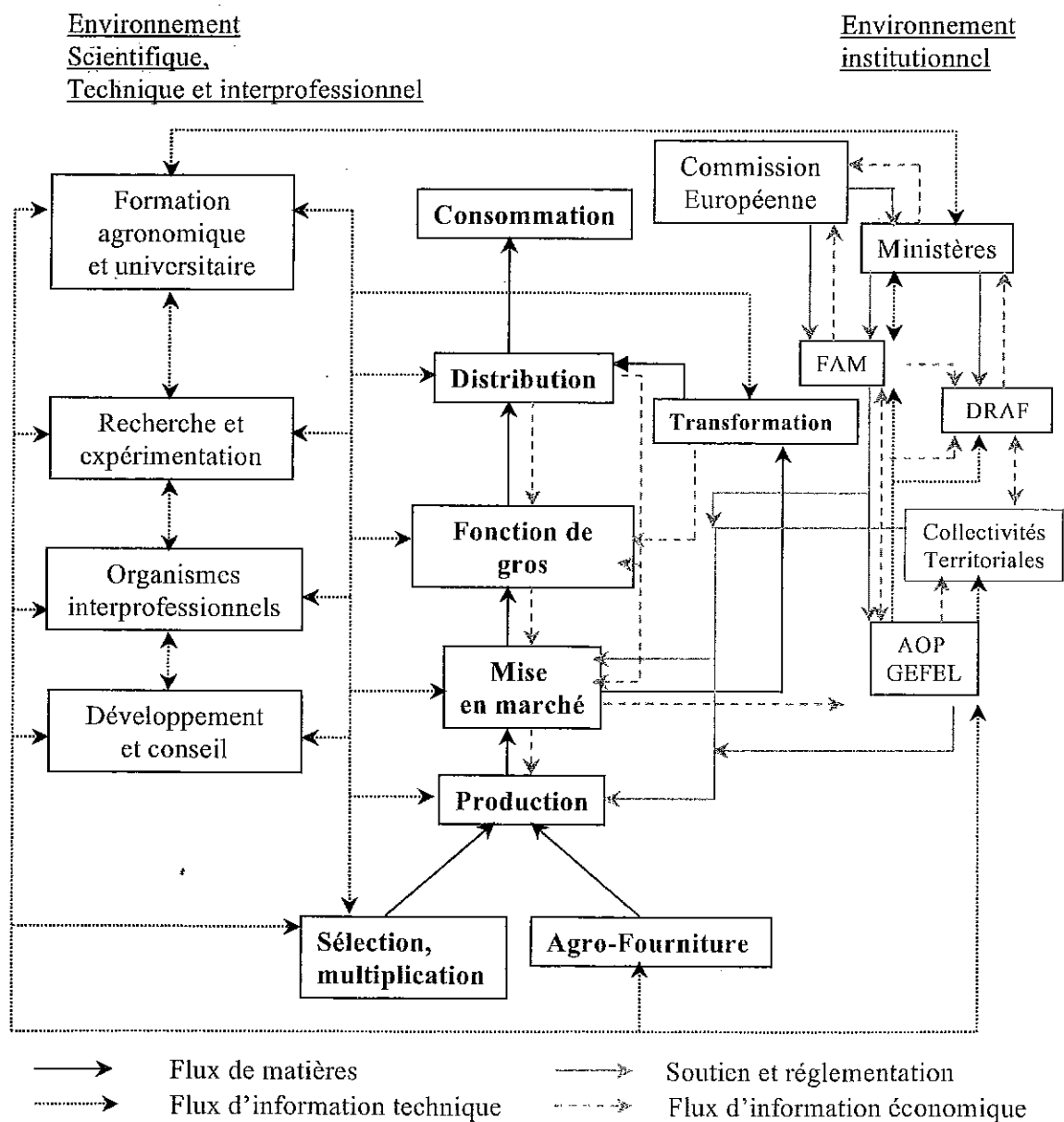


Figure 1. Organisation des filières fruits et légumes (Jeannequin *et al.*, 2005)

## 1. Les évolutions et les tendances de la filière fruits et légumes

Les évolutions et les tendances analysées portent principalement sur la période 1999 - 2008.

### 1.1 La consommation et la demande sociétale

En France, la part des dépenses alimentaires par rapport aux autres dépenses des consommateurs est en diminution constante. De plus, les dépenses alimentaires y sont moins importantes que dans d'autres pays comme l'Allemagne ou les Etats-Unis. Concernant les fruits et légumes (frais ou transformés), la consommation totale paraît être stable en volume depuis la fin des années 90. Elle représente environ 12% des dépenses alimentaires des ménages français, mais à l'intérieur du panier de la ménagère, les fruits et légumes sont considérés comme des produits chers et ne sont pas toujours privilégiés, au moins par certaines catégories de consommateurs (Interfel, 2009). Les données établies par la FAO en 2005 font ressortir, pour la France, un bilan alimentaire annuel de 145 kg par personne pour les légumes (sans la pomme de terre) et de 84 kg pour les fruits quels que soient les formes et les lieux de consommation, et en incluant les pertes aux différents stades de la chaîne alimentaire (Amiot-Carlin *et al.*, 2007). D'une manière plus générale, la consommation de légumes est plus forte dans les pays européens que dans de nombreuses autres parties du monde, et c'est l'inverse pour les fruits où les pays d'Amérique latine sont parmi les plus importants consommateurs.

Il est cependant observé une baisse constante de la consommation des produits frais (périssables) malgré la part croissante des produits importés qui permet une accessibilité quasi permanente de certains de ces produits frais. Cette baisse est en partie compensée par une consommation plus forte de produits transformés.

Le niveau de consommation reste inférieur aux recommandations nutritionnelles de l'OMS (400 g/hab/jour). Il en est de même en France lorsque l'on étudie l'incidence du Plan National Nutrition Santé (PNNS 2) qui recommande de consommer au moins 5 fruits et légumes par jour, et qui, en dépit d'une communication soutenue depuis plusieurs années dans les médias, ne permet pas d'augmenter de manière significative la consommation des fruits et légumes frais. On observe seulement et au mieux le maintien du niveau actuel en dépit de l'évolution des générations. La consommation des Fruits et Légumes (F&L) augmente avec l'âge, mais cet effet se double d'un effet générationnel très significatif pour les consommateurs nés après 1960. Actuellement 60% des individus adultes se situent en dessous de ce repère et les populations qui apparaissent le plus sous-consommatrices sont les personnes à faibles revenus et les jeunes. Si rien n'est fait pour infléchir la tendance, ceci laisse présager une baisse durable de la consommation.

Les principaux freins à la consommation des produits frais sont actuellement: le prix élevé, leur caractère périssable, leur faible «praticité», leur faible accessibilité hors domicile, ainsi que le manque de temps et de savoir-faire des consommateurs pour leur préparation. Ces freins sont plus importants pour les légumes que pour les fruits.

En définitive, si les messages du PNNS sont maintenant bien connus de l'ensemble des consommateurs, ils ont encore peu d'effet sur leurs comportements. Pour stimuler la consommation, ils doivent être associés à des opérations locales et ciblées vers les consommateurs (par exemple Fraîche Attitude) en agissant sur l'offre, par exemple le prix et/ou l'accessibilité des produits.

### 1.2 La production nationale

La production française de fruits et légumes principalement issue de l'agriculture conventionnelle ou raisonnée est confrontée depuis de nombreuses années à la fois à la stagnation de la demande intérieure et à une forte concurrence européenne et internationale, ce qui actuellement a des effets rapides et conséquents.

Ainsi, on constate de 1999 à 2008, une forte diminution du nombre des producteurs ce qui, malgré l'augmentation des surfaces cultivées par exploitation, a engendré une diminution importante des surfaces en production et également des volumes récoltés (Tableau 1).

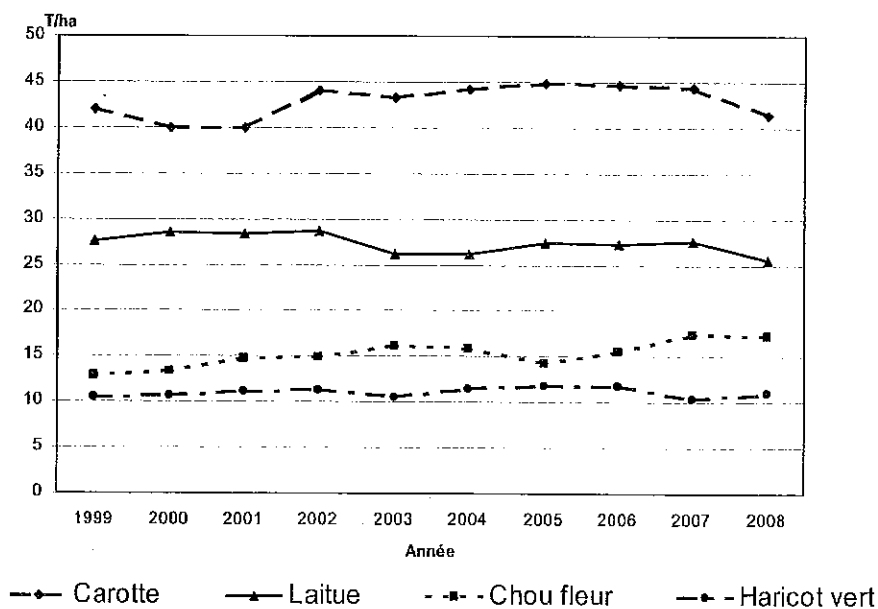
**Tableau 1.** Surfaces en production et volumes récoltés en France en 1999 et en 2008. Sources : SSP / Agreste

		1999	2008	Evolution 1999 à 2008
Légumes	Surfaces <sup>(1)</sup>	322	254	-21%
	Production <sup>(2)</sup>	6590	5990	-9%
Fruits	Surfaces <sup>(1)</sup>	213	174	-18%
	Production <sup>(2)</sup>	4222	2870	-32%

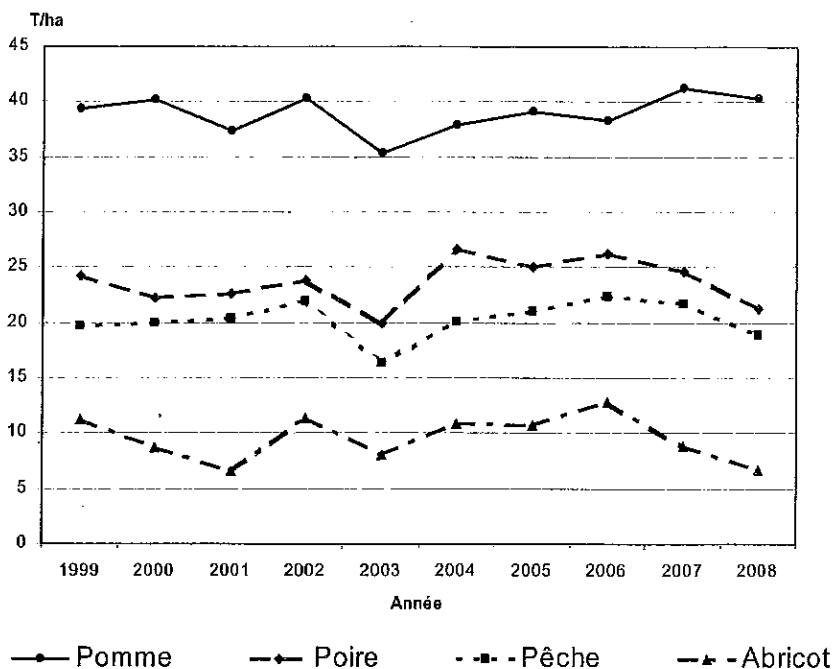
(1) en milliers d'hectarés

(2) en milliers de tonnes

Dans le même temps, sous l'effet du renforcement des contraintes environnementales (réduction d'intrants et notamment des produits phytosanitaires) et de plus fortes exigences commerciales (cahier des charges spécifiques), l'augmentation des rendements par unité de surface a atteint un palier pour de nombreuses espèces fruitières et légumières (Figures 2 et 3).



**Figure 2.** Evolution des rendements (Tonne/ha) de quelques légumes entre 1999 et 2008. (Source : Agreste)



**Figure 3.** Evolution des rendements (Tonne/ha) de quelques fruits entre 1999 et 2008. (Source : Agreste)

En conséquence, la production nationale de fruits et de légumes (Tableau 1) a régressé en volume de plus de 18% en 10 ans, avec une diminution plus forte pour les fruits (-32%) que pour les légumes (-9%).

Parmi les productions en forte baisse, se classent pour les légumes : la pomme de terre primeur (-67%), la tomate d'industrie (-61%), l'ail (-52%), l'asperge (-38%), l'artichaut (-32%) et les salades (-21%). Le melon et le concombre connaissent aussi de notables baisses (-17%). Concernant les fruits, les volumes annuels produits sont fortement influencés par les conditions climatiques de l'année, mais une baisse tendancielle est toutefois observée.

Le suivi des surfaces en production montre d'ailleurs de très fortes réductions pour le raisin de table (-45%), la poire (-38%), la fraise (-40%) ainsi que les pêches et nectarines (-36%). La pomme, principale production française, connaît aussi cette évolution (-21%). Celle-ci est commune à de nombreux pays producteurs, hormis la Chine qui a planté près de 2 millions d'hectares soit un tiers de la superficie mondiale plantée en pommes (France Agrimer 2008).

Les productions en augmentation ou dont les surfaces restent à peu près stables font figure d'exception : soit pour les fruits la noix, le kiwi, l'abricot, la prune à pruneaux, et pour les légumes l'endive, la courgette, la tomate de serre et les légumes destinés à la transformation (haricot vert, petit pois, carotte, épinard, maïs doux).

Les productions en agriculture biologique (AB) connaissent par contre un développement important, qui n'est pas sans rapport avec la crise des productions issues de l'agriculture conventionnelle et avec la demande croissante des consommateurs. Les surfaces sont depuis 2007 en forte progression tant pour les productions fruitières (développement des reconversions) que pour les cultures légumières. Avec près de 21000 ha en 2008, elles représentent 4,6% des surfaces nationales de fruits et légumes (Agence Bio). En cultures légumières (9 919 ha), ce mode de production se développe dans toutes les régions. La plupart des espèces légumières entre dans les assolements en maraîchage de plein champ ou sous abri. Les principales cultures en termes de surface sont les lentilles (1 169 ha) et les divers choux (1 013 ha). En productions fruitières (10 954 ha), près d'un tiers des surfaces concernent les fruits secs (principalement châtaignes et noix) et un quart la production de fruits à noyaux (abricots,

prunes et olives). Les fruits à pépins représentent 11% des surfaces, avec principalement des vergers de pommiers.

### 1.3 La distribution des fruits et légumes

Après les bouleversements qui se sont opérés au cours des années 80 dans la distribution des fruits et légumes avec le développement des centrales d'achats et la mise en place d'organisations de producteurs et qui ont entraîné une forte diminution du nombre d'expéditeurs et de grossistes, l'organisation de la distribution apparaît à présent plus stabilisée. 52% des volumes transitent par les centrales d'achat qui s'approvisionnent directement auprès des structures de première mise en marché pour fournir les magasins de leur enseigne, les Grandes et Moyennes Surfaces (GMS). Les grossistes traitent environ 40% des volumes pour fournir les magasins spécialisés, les marchés, la Restauration Hors Domicile (RHD) mais aussi compléter les besoins de GMS et de centrales d'achat. Enfin, environ 8% sont vendus directement par les producteurs avec ou sans intermédiaire détaillant sur les marchés forains ou bien à la ferme (Hutin, 2010).

C'est dans les circuits modernes de distribution que se font principalement les achats de fruits et légumes frais par les consommateurs (73% en 2009 en GMS et Hard Discount). Après une très forte augmentation à la fin des années 90, les volumes distribués par les « hard-discounters » tendent à se stabiliser depuis 5 ans autour de 15%. Les hypermarchés ont récemment regagné quelques parts de marché en développant des rayons « discount » alors que les achats en supermarchés et « superettes » continuent de décroître (-5% de parts depuis 2004). Dans le commerce spécialisé, les magasins primeurs connaissent une certaine croissance (+2,9% de parts depuis 2004) mais les achats sur les marchés forains diminuent sensiblement chaque année. Enfin, ces récentes années sont principalement marquées par le développement des circuits courts (AMAP, vente aux paniers, à la ferme) et par la vente à distance (e-commerce); toutefois l'importance de ces modes de commercialisation est encore difficilement chiffrable (FranceAgriMer, TNS Worldpanel, 2009).

### 1.4 Les échanges commerciaux

Parallèlement à la baisse en volume de la production nationale, on enregistre de 1999 à 2008, un fort accroissement du déficit commercial en fruits et en légumes frais et transformés soit 70% en volume (Tableau 2) et 104 % en valeur (Agreste /Douanes).

**Tableau 2.** Déficit des échanges commerciaux de la France en volume de fruits et légumes frais et transformés en 1999 et 2008 (en milliers de tonnes). Source : Agreste/Douanes

		1999	2008	Evolution 1999 à 2008
Légumes	Frais	461	882	+91%
	Transformés <sup>(1)</sup>	444	1084	+144%
Fruits	Frais	653	1394	+113%
	Transformés <sup>(1)</sup>	4271	6572	+54%

<sup>(1)</sup> équivalent produits frais

Les importations françaises, surtout pour les produits frais, ont augmenté de manière beaucoup plus importante que les exportations.

Tomates, courgettes, melons, poivrons, oignons et carottes sont les principaux légumes frais importés (55% des imports en volume). En fruits, compte-tenu de la forte importation d'agrumes et de fruits

exotiques, les productions des pays tempérés (pommes, poires, pêches nectarines, raisins, fraises et kiwis) ne représentent que 29% des importations de fruits frais. Pour l'ensemble, les volumes importés ont augmenté de 46% depuis 1999. En fruits et légumes produits en AB, la part des importations couvre globalement en volume 60% des besoins de la consommation nationale.

La croissance des importations de produits transformés concerne toutes les préparations (jus, conserves, surgelés et déshydratés). Pour les fruits, cette augmentation porte principalement sur les préparations à base d'agrumes ou de fruits tropicaux mais aussi de pommes, qui représentent respectivement 60% et 8% (en équivalent fruits frais) des produits importés. En légumes, elle concerne principalement les tomates qui représentent plus de 50% des volumes importés mais touche aussi la plupart des autres espèces.

En 10 ans, les exportations en volume de légumes frais et transformés ainsi qu'en fruits transformés sont restées relativement stables. Par contre, elles ont régressé de 17% en fruits frais. Par exemple, la France a perdu sa position de leadership pour la pomme de table où elle est passée du rang de premier exportateur mondial dans les années 2000 à celui de quatrième en 2007 avec seulement 640 000 t, derrière la Chine qui exporte maintenant plus d'un million de tonnes, le Chili et l'Italie avec plus de 750 000 t (FranceAgriMer, 2008).

La part des échanges intracommunautaires reste prépondérante mais, depuis 10 ans, le déficit commercial s'accroît plus fortement avec les pays tiers.

En définitive, l'analyse de la filière F&L française au travers de l'approche d'un certain nombre d'indicateurs fait ressortir ses difficultés actuelles. Cependant, ces analyses récentes concernant les principaux facteurs de compétitivité que sont le potentiel de production ainsi que le potentiel et le portefeuille des marchés, font aussi émerger l'organisation de la filière et sa position par rapport aux principaux pays concurrents (FranceAgriMer, 2008). Il apparaît aussi essentiel de prendre en compte les nouvelles préoccupations environnementales et sanitaires au plan national et international, ainsi que les tendances lourdes de la consommation et les exigences en matière de qualité des produits.

## **2. Les questions sociétales, la nouvelle gouvernance et l'organisation économique**

### *2.1 Les questions sociétales abordées dans les instances nationales et/ou internationales*

Au cours de la dernière décennie, les conférences internationales ou nationales (comme le Grenelle de l'environnement en France) se sont largement penchées sur le rôle de l'agriculture mondiale pour les grands enjeux comme la sécurité alimentaire, la gestion et la conservation de la biodiversité, la protection des paysages et de l'environnement, la limitation des intrants en particulier les pesticides, la limitation et la rationalisation de l'utilisation des ressources naturelles comme l'eau, les risques ou les bénéfices liés à la qualité et la valeur santé des aliments. Comment répondre à ces grandes questions pour les fruits et légumes et quelles priorités y accorder ? En France, quelques pistes sont déjà ouvertes, comme par exemple :

- le développement de l'agriculture biologique qui correspond fortement à certaines attentes sociétales ;
- la réflexion engagée pour une agriculture à haute valeur environnementale pour différents modes de production : raisonnée ou conventionnelle, biologique, voire agro-écologique ;
- l'application du plan Ecophyto 2018 qui fait l'objet d'une approche participative pour étudier sa faisabilité en vue d'atteindre à une échéance rapprochée les objectifs fixés;



- le développement des circuits courts qui facilitent les relations entre les différents acteurs.

Ces axes sont repris dans des textes ministériels pour définir les grandes orientations des années à venir pour l'agriculture.

### **Plan Ecophyto 2018** (Vingut, 2010)

Le plan Ecophyto, mis en place à la suite du Grenelle de l'environnement et dans le cadre d'une stratégie plus globale au niveau européen (directive cadre sur l'utilisation durable des pesticides), a pour enjeu d'assurer la productivité et la diversité de l'agriculture, tout en protégeant la santé humaine et animale et l'environnement.

Ce plan, dont l'objectif est d'atteindre une forte réduction de l'utilisation des pesticides (50% en 10 ans si possible) concerne toutes les productions dont celles de fruits et de légumes. Diverses actions, mobilisant l'ensemble des acteurs (professionnels, instituts techniques, recherche, développement, administration) sont engagées pour favoriser la diffusion des connaissances (réseau de ferme de démonstration, formation, bulletin de santé du végétal), renforcer le réseau de surveillance des bio-agresseurs et des effets indésirables de l'utilisation des pesticides, ou encore innover dans la conception de systèmes de cultures économes en pesticides.

### *2.2 La loi de modernisation agricole (LMA)*

La LMA rédigée par le MAAP a été votée en 2010. Elle concerne l'ensemble de l'agriculture française et devrait avoir un impact sensible sur la filière fruits et légumes avec la mise en œuvre d'une politique publique de l'alimentation qui encourage l'accès pour tous à l'alimentation, la sécurité sanitaire, la formation et l'information avec la poursuite du PNNS, la promotion des terroirs et de la qualité, le développement des circuits courts et l'approvisionnement de proximité pour la RHD. La LMA prône également une politique d'amélioration de la compétitivité de l'agriculture. En matière de relations commerciales pour les fruits et légumes, la contractualisation entre producteurs ou organisations de producteurs et aval peut devenir obligatoire par un accord interprofessionnel étendu ou à défaut par décret. La loi interdit les rabais, remises et ristournes et elle permet d'exonérer de la taxe additionnelle sur les surfaces commerciales, les distributeurs qui engagent des accords de modération des marges. Enfin, le renforcement de la gestion des risques par l'assurance et les fonds sanitaires devrait contribuer à soutenir cette filière très sujette aux aléas climatiques et aux problèmes phytosanitaires.

### *2.3 La réforme de l'Organisation Commune des Marchés (OCM)*

L'OCM 96 – 07 a apporté de profonds changements. Les Organisations de Producteurs (OP) ont pris une stature d'entreprise. Le recours au retrait a fortement diminué. Au bilan, l'OCM aura accompagné une structuration des OP notamment en terme de planification des productions grâce au renforcement de l'appui technique aux producteurs. Néanmoins, des crises conjoncturelles marquent toujours l'actualité et la concentration et l'organisation de l'offre sont toujours insuffisantes face au poids de la Grande Distribution et à la concurrence vive en prix et en qualité des importations.

La nouvelle OCM de 2008 vise à poursuivre la restructuration de la production et à répondre aux attentes environnementales de la société (FranceAgriMer, 2010).

Les principaux points en sont :

- la simplification des normes et la suppression de 26 d'entre elles ; seules sont maintenues celles concernant 7 fruits (pommes, poires, pêches-nectarines, kiwis raisins de table, fraises et agrumes) et 3 légumes (tomate, laitues, poivron) ;

- les surfaces de F&L admissibles aux droits de paiement unique (DPU) et des aides aux produits transformés sont progressivement découplées ;
- la création d'OP est assouplie au niveau du produit et de la taille des exploitations et la création d'Associations d'OP nationales (AOPn) soumises aux mêmes règles que les OP est encouragée ;
- les programmes opérationnels sont maintenus et doivent s'inscrire dans le cadre des stratégies nationales en matière de production de qualité, de préservation de l'environnement, et de recherche - expérimentation et formation. Ils peuvent aussi inclure la gestion et la prévention des crises.

## *2.4 La gouvernance et l'organisation économique*

Elle a pour objectif essentiel de poursuivre la concentration de l'offre et l'organisation du marché par produit.

La réforme de l'OCM a accompagné ces évolutions récentes en particulier en ce qui concerne le passage d'une organisation par bassin de production (CEAFL) à une structuration verticale par famille de produits.

Ceci a conduit à la création de deux types d'associations d'organisations de producteurs :

- Les AOP nationales (AOPn) ou de gouvernance, adaptés à des produits avec un taux d'organisation suffisant (pomme/poire ; tomate/concombre ; pêche/nectarine ; prunes ; endives ; abricot ; cerise de table ; raisin de table ;...). L'AOPn est l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics.
- Les AOP de commercialisation ou de services qui ont vocation à agir sur une partie du territoire national et peuvent réaliser des missions déléguées par des OP pour notamment la commercialisation et/ou des actions communes « territorialisées » (ex : CERAFEL ; Perle du Nord ; Mâche ; Odelis ; ...).

Une coordination des AOPn est mise en place avec la création du GEFEL (Gouvernance Economique des Fruits Et Légumes) qui rassemble actuellement 7 AOPn et permet aux grandes familles professionnelles de se concerter, voire de se fédérer sur des projets ou actions communes.

## **3. Quels leviers pour améliorer l'économie de la filière fruits et légumes française ?**

Le bilan économique de la filière sur ces dernières années présente de grandes faiblesses, qu'il s'agisse de la production ou du revenu des producteurs. Selon les observatoires des exploitations fruitières et légumières, en 2008, (CNCER, CTIFL et FAM, et Agreste Primeur 234, décembre 2009), un tiers des exploitations est en difficulté financière (risques financiers moyen ou élevé) et n'est plus en mesure de supporter une série d'années économiquement difficiles. Seulement un quart des exploitations est en phase de croissance.

Pour remédier à cette dégradation de leurs revenus, les producteurs et leurs organisations disposent de deux stratégies. La première consiste à rechercher une diminution des coûts de productions par l'évolution des techniques culturales, la seconde à augmenter les prix de certains segments de la production par une augmentation et une meilleure reconnaissance de la (des) qualité(s).

### 3.1 Diminution des coûts de production par l'évolution des techniques culturales

Les coûts de production (ramenés au kg vendu) pour la conduite des cultures, ne peuvent guère être réduits par simplification des itinéraires techniques, si l'on considère le niveau croissant des nouvelles contraintes agro-environnementales à prendre en compte. Cependant, on dispose encore de trop peu de travaux sur cette question pour en mesurer les impacts économiques. Il y aurait un intérêt réel à associer des analyses micro-économiques aux nouvelles expérimentations sur les itinéraires techniques « améliorés », et aussi à développer plus d'expérimentations en milieu productif sur ces questions. En effet, les données économiques dont on dispose, concernent beaucoup plus la rentabilité globale des entreprises que les coûts des différentes productions plus difficilement accessibles surtout lorsque ces productions sont fortement imbriquées les unes dans les autres au sein des exploitations. *A fortiori*, quand il s'agit d'améliorations sur un itinéraire technique, on dispose de peu de travaux d'évaluation économique ou de synthèse, au delà de quelques évaluations ponctuelles sur des expérimentations menées dans des conditions plus ou moins éloignées des conditions réelles de la production. Ceci est particulièrement important quand on considère le coût du travail qui représente en moyenne 25% à 40% des coûts de production (CNCER *et al.*, 2010). L'impact d'innovations peut être très variable et va parfois opposer aux différents critères de rentabilité de l'exploitation des améliorations techniques correspondant à des attentes des consommateurs (fruits cueillis à maturité) et/ou sociétales (mesures agri-environnementales).

La faculté des producteurs (et de leurs organisations) à répercuter les coûts éventuels supplémentaires est très différente selon que l'on se situe dans un contexte de proximité, où ces coûts seront compensés en partie par des coûts de distribution moindres, ou bien dans un contexte de circuits longs qui a ses charges habituelles et qui va fonctionner avec des marges proportionnelles aux coûts d'achat ; même si les différentes lois de régulation économique successives tentent de pousser les acteurs de la filière à adopter d'autres pratiques. La nouvelle loi de modernisation de l'agriculture (LMA) adoptée en 2010 tente aussi d'améliorer les pratiques commerciales des produits alimentaires, au profit des producteurs et des consommateurs notamment par la contractualisation entre les acteurs.

### 3.2 Construction des qualités et diversité des approches

La deuxième stratégie d'amélioration du revenu des producteurs vise la recherche de prix plus rémunérateurs, dans lesquels différents critères de qualité sont mobilisés.

Ce questionnement est d'autant plus essentiel que les producteurs volontairement, ou sous les effets incitatifs, voire réglementaires, ont largement développé la qualité de leurs produits, ce qui génère des coûts supplémentaires de production. Il est donc essentiel pour eux de construire le plus objectivement possible ce qui fonde différents critères de qualité, et permet une segmentation possible des marchés.

Les qualités des fruits et légumes (et de n'importe quel autre produit alimentaire d'ailleurs) reposent à la fois sur des qualités intrinsèques, généralement mesurables, et des qualités perçues subjectivement par différentes catégories de consommateurs. Les travaux conduits en sociologie et économie autour des problématiques de la qualité des produits alimentaires sont nombreux à l'Inra, depuis les années 90 (Sylvander, 1995), et encore aujourd'hui (Lagrange et Valceschini, 2007) en référence à des courants universitaires tels que l'économie des conventions, (Eymard-Duvernet, 1989 et 2004), puis l'économie de la confiance. En effet, la sociologie est présente dans ce débat, autour du développement du courant de la sociologie économique (Karpik, 1989 et 2007) et ses développements dans les champs agroalimentaires (Dubuisson-Quellier et Lamine, 2003).

Les différents types de qualités intrinsèques des fruits et légumes peuvent être déclinés de la manière suivante:

- Les qualités diététiques des fruits et légumes sont mises en avant depuis de nombreuses années et largement démontrées par de nombreuses études et traduites en prescriptions publiques.
- Les qualités organoleptiques sont plus complexes à « objectiver ». Certaines variables sont facilement identifiables, même de manière non destructive (taux de sucre et acidité) ; d'autres comme les arômes ont des fondements plus complexes, et sont généralement identifiables de manière comparative par des tests de consommateurs en aveugle. Les travaux des généticiens, des agronomes et des technologues sur les déterminants de la qualité des fruits sont essentiels, pour la construction de futur cahier des charges intégrant des indicateurs précis de ce type de qualité.
- Les qualités commerciales concernent principalement le calibre et l'apparence des fruits (altération, coloration) ; elles dépendent à la fois des pratiques de production, des conditions de récolte et des opérations postérieures à celles-ci (gestion de la maturité et conditionnement).

Enfin, il faut prendre en compte la perception par le consommateur de différents critères de qualité, (qu'ils aient une base réelle ou supposée), telles que la gestion de l'environnement dans les espaces dans lesquels les fruits et légumes ont été produits, les conditions sociales et éthiques de la production ou bien encore la localisation de la production par rapport au lieu d'achat par le consommateur (proximité, territoire de qualité identifié, ...).

Dans ces différents critères de qualité, certains sont identifiables avant achat (calibre, degré de coloration,...) et quelques-uns ne pourront être vérifiés par le consommateur que lors de la consommation destructive. D'autres enfin ne pourront être perçus que par l'intermédiaire du signe d'un contrat de confiance entre les acteurs de la filière, du producteur au consommateur ; ce signe a trait à l'identification de la qualité au seul produit, ou bien à un processus d'ensemble de la filière. Les consommateurs membres d'AMAP vont généralement associer dans leur achat, la production en AB, une modalité éthique sur le revenu du producteur, et en général un critère de proximité (Lamine, 2008). De manière plus générale, les critères de proximité géographique semblent prendre de l'importance, même s'ils ne conduisent pas forcément à des procédures et des signes formalisés (Praly, 2010). Ce mouvement traduit une tendance à une recherche de convivialité locale et/ou une fraîcheur de la production, même si tout ceci reste encore peu quantifiable.

Une étude du CREDOC (Tavoularis *et al.*, 2007) montre qu'environ 55% des consommateurs font confiance aux signes de qualité, et à ce titre sont prêts à payer un peu plus cher : 15% des consommateurs au titre d'un engagement vers l'AB, 8% au titre d'une grande confiance dans les signes territoriaux, et 29% de par la confiance dans l'efficacité de la labellisation en général.

Globalement, ceci nous montre que le questionnement sur les signes attachés à un produit et à un mode de production, est de plus en plus central pour la majeure partie de la production vendue ; elle se substitue pour partie à la confiance interpersonnelle (dans la grande distribution), se combine avec elle (dans le commerce spécialisé), est moins présente dans les ventes directes (chez le producteur, boutiques collectives, AMAP). Cette construction sociale de la qualité génère des coûts supplémentaires que l'on doit au minimum compenser par des prix différenciés, rémunérant, à la fois des exigences plus élevées pour la production avec des cahiers des charges spécifiques, mais aussi un coût de gouvernance pour la gestion du signe de qualité.

Les signes attachés à la qualité des fruits et légumes sont publics ou de nature privée (marque d'entreprise de production et de négoce, ou de distribution –MDD- des grandes enseignes).

**Tableau 3.** Nombre de fruits et de légumes ayant un signe officiel territorial de qualité en France et en Europe en 2009 Sources : données INAO, extraites de la communication O.Beucherie et C.Monticelli, Valorfel, mars 2010

	AOC France	IGP France	AOP Europe	IGP Europe
Fruits	11	8		
Légumes	6	11		
Fruits et Légumes « acquis »			94	129
Fruits et Légumes « instruction »			38	26

### 3.3 Conditions de la valorisation de la différenciation qualitative

Une première condition d'une valorisation supplémentaire du produit au nom de la qualité dépend du consentement à payer par le consommateur d'un prix plus élevé. Ceci est fonction de ses revenus (question de la différenciation sociale des consommateurs) mais aussi de ses connaissances et de critères subjectifs, imaginés ou réels (débat classique sur la confusion par le consommateur entre critères de santé et d'environnement autour des produits en AB).

Une deuxième condition de la valorisation de la production au nom de la qualité dépend de l'organisation de la filière, autour de ces différentes qualifications. Organiser une filière autour de la qualité génère des coûts ; il faut donc pouvoir s'assurer que les plus values bénéficient aux acteurs qui se sont engagés, et organiser la protection, ce qui renvoie aux signes de qualités publics, privés, organisations ouvertes ou fermées avec gestion intégrée de la production par une organisation collective. La segmentation des qualités a également des incidences sur le plan de la logistique, et sur l'organisation de l'étal. Par ailleurs, organiser la qualité peut conduire à donner du sens à une filière bien au-delà d'une valorisation supplémentaire de prix du produit : les démarches AOC, AB, Club, induisent très souvent de nouveaux collectifs porteurs d'une vision plus prospective de la production.

Le marché de produits avec une qualité supérieure reste une stratégie fragile : on ne le connaît qu'après coup. Des experts (Chatagnon, 2010) évaluent à 20% les potentialités du marché français en pommes de qualité supérieure (démarche « club ») qui peuvent prétendre à une rémunération supérieure. Ceci donne un avantage à ceux qui sont déjà organisés depuis longtemps, et un handicap certain aux nouveaux acteurs. A la limite, un excès de productions de qualité pourrait provoquer la neutralisation économique des efforts consentis par certains acteurs. De même, la multiplication des signes de qualité (publics et privés) entraîne en partie leur banalisation et diminue l'efficacité économique de ces démarches (Lagrange et Valcheschini, 2007). De plus, la spécificité européenne sur ces démarches, si elle intéresse d'autres continents (Chazoule et Lambert 2003), n'est pas sans poser de problèmes de régulation de la concurrence au niveau international (Sylvander et al., 2007).

## Conclusion

La filière F&L connaît une succession de crises très importantes qui affectent son potentiel de production et l'organisation économique dans son ensemble. Le paradoxe entre concurrence et organisation, notamment pour les produits frais, reste central dans la régulation de cette filière ; et d'une certaine manière la régulation de ce paradoxe est d'autant plus nécessaire que les acteurs publics laissent aujourd'hui beaucoup plus d'initiatives aux acteurs privés. Actuellement, la filière s'organise pour prendre les mesures jugées adéquates, avec le support des pouvoirs publics et en adéquation avec les orientations et directives de la Commission Européenne. Les différents challenges et enjeux, tels que l'autonomie alimentaire, la préservation de l'environnement et la valeur santé des produits qui contribue au bien-être social, sont conséquents. Dans la dynamique actuelle qui se met en place, ces challenges paraissent abordables voire surmontables ; une simplification de l'organisation publique et privée et une fédération des acteurs semblent constituer des éléments essentiels pour atteindre ces

objectifs. De plus, des approches fédératives et participatives se mettent en place autour des nouvelles questions de recherche - expérimentation – développement et devraient contribuer à redynamiser cette filière.

### Références bibliographiques

- Agence bio, 2009. Les principaux chiffres de la bio en France en 2008, 32-51
- Agreste conjoncture commerce extérieur, 2010. Synthèse n°2010/118, 10 p.
- Agreste conjoncture légumes, 2009. Synthèse n°2009/80, 7 p.
- Agreste conjoncture légumes, 2008. Synthèse n°2008/12, 4 p.
- Agreste Primeur, 2009. Fort recul du revenu malgré des coûts en baisse n°234, 4 p.
- Agreste Primeur, 2008. Les noyers : une exception dans l'arboriculture française, 4 p.
- Amiot-Carlin M.J., Caillavet F., Causse M., Combris P., Dallongeville J., Padilla M., Renard C., Soler L.G., 2007. Les fruits et légumes dans l'alimentation enjeux et déterminants de la consommation. Expertise scientifique collective de l'Inra, 80 p.
- Beucherie O., Monticelli C., 2010. Communication au colloque Valorfel , Valence, 23 mars 2010.
- CNCER, Ctifl, FranceAgriMer, FNPF, 2010. Observatoire des exploitations fruitières - Résultats 2008. 8 p.
- CNCER, Ctifl, FranceAgriMer, Légumes de France, 2010. Observatoire des exploitations légumières – Résultats 2008. 9 p.
- Chatagnon F., 2010. Communication au colloque Valorfel , Valence, 23 mars 2010.
- Dubuisson-Quellier S., 2003. Confiance et qualité des produits alimentaires : une approche par la sociologie des relations marchandes. Sociologie du travail 1, 95-111.
- Dubuisson-Quellier S., Navarrete M., Pluvillage J., 2006. Les organisations de producteurs au cœur de la valorisation de la qualité des fruits. Une diversité de stratégies en Rhône-Alpes. Economie Rurale 292:,18-34.
- Eymard-Duvernay F., 1989. Conventions de qualité et formes de coordination. Revue économique 2, 329-359.
- Eymard-Duvernay F., 2006. Edition of « L'économie des conventions, méthodes et résultats, Tome 1 Débats, La Découverte, 334 p.
- Eymard-Duvernay F., 2006. Edition of « L'économie des conventions, méthodes et résultats, Tome2 Développements La Découverte, 481 p.
- Fellmann T., 2010. Loi de modernisation de l'agriculture, la loi est adoptée par les parlementaires Chambres d'agriculture 995 - Août-Septembre 2010, 45-47.
- FranceAgriMer, 2009. Chiffres clés fruits et légumes 2008. 137 p.
- FranceAgriMer, 2009. Les fruits & légumes Biologiques. Bilan de campagne. 6 p.
- FranceAgriMer, Ctifl, Interfel, 2009. Achat de fruits et légumes frais par les ménages français. 6 p.
- FranceAgriMer, 2009. Fruits et légumes bio. Les chiffres clés 2008. 9p.
- FranceAgriMer, 2008. Veille concurrentielle 2008. Facteurs de compétitivité des fruits et légumes français sur le marché international. 110 p.
- Hutin C., 2009. Le diagramme de la distribution 2008. Ctifl Infos 255, 16-21.
- Interfel, 2009. Site web Bilan Production – Bilan Consommation – Bilan Commerce extérieur.
- Jeannequin B., Dosba F., Amiot-Carlin M.J., 2005. Un point sur les filières et légumes, caractéristiques et principaux enjeux. Inra Editions, Paris, 114 p.

- Karpik L., 1989. L'économie de la qualité. *Revue française de sociologie* 30, 187-210.
- Karpik L., 2007 *L'économie des singularités*, Paris Gallimard. 373 p.
- Lagrange L., Valceschini E., 2007. L'économie de la. qualité, enjeux, acquis et perspectives, *Economie rurale* 300, 94-99.
- Lamine C., 2008. Les AMAP, un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ? Gap. Yves Michel. 163 p.
- Onifflhor, 2004. Chiffres clés fruits et légumes 2003. 147 p.
- Pluvinau J., de Sainte Marie C., Bellon S., Chazoule C., Dubuisson-Quellier S., Fauriel J., Navarrete M., Plenet D., 2005. Valoriser par la qualité les fruits frais en Rhône-Alpes : passer d'une incantation à la mise en œuvre d'une stratégie régionale ? Symposium PSDR Lyon, 9-11 mars 2005, Communication orale et rapport scientifique, 21p.
- Praly C., 2010. Nouvelles formes de valorisation territoriale pour une production agricole: le cas de l'arboriculture fruitière de la moyenne vallée du Rhône. Thèse de doctorat soutenue à Lyon 2 le 30 juin 2010.
- Sainte Marie (de) C., Agostini D., 2003. Du signe à l'inscription géographique de l'origine : la requalification de la clémentine de Corse. In : S. Dubuisson-Quellier et J.-P. Neuville (Eds.), *Juger et échanger*, Paris, Inra-Msh, pp. 185-212.
- Simon M., 2003. La segmentation de l'offre en fruits dans la grande distribution de Rhône-Alpes. Proposition de positionnements pour la production régionale. Mémoire de DAA Agronomie – Environnement, INAPG/ Inra ESR, 52 p. + annexes (dir. L.G. Soler).
- Sylvander B., Lagrange L., Monticelli C., 2007. Les signes officiels de qualité et d'origine européens. Quelle insertion dans une économie globalisée. *Economie rurale* 299, 7-23.
- Sylvander B., 1995. Conventions de qualité, concurrence et coopération. Cas du label rouge dans la filière volaille. In : Allaire G. et Boyer R. (Eds), *La grande transformation de l'agriculture : lectures conventionnalistes et régulationnistes*, Paris, Economica, 73-97.
- Tavoularis G., Recours F., Hebel P., 2007. Perception de la qualité et des signes officiels de qualité dans le secteur alimentaire. *Cahiers de Recherche du CREDOC*, 236.
- Vingut C., 2010. Dossier ECOPHYTO 2018. Les 8 axes du dispositif. *Chambres d'Agriculture* 994, 9-29.